

**Economic Commission for Europe**

**Inland Transport Committee**

**19 December 2012**

**Working Party on the Transport of Dangerous Goods**

**Joint Meeting of Experts on the Regulations annexed to the  
European Agreement concerning the International Carriage  
of Dangerous Goods by Inland Waterways (ADN)  
(ADN Safety Committee)**

**Twenty-second session**

Geneva, 22–25 January 2013

Item 8 of the provisional agenda

**Other business**

---

**Request for consultative status**

**Transmitted by the European Association of Coal and  
Lignite (EURACOAL)**

Mr. Olivier Kervella  
Chief, Dangerous Goods and Special Cargoes Section  
Transport Division  
UN Economic Commission for Europe  
Office 418  
Palais des Nations  
CH-1211 Geneva 10  
SWITZERLAND

18 December 2012

br20121218.doc

Dear Mr. Kervella,

**(ADN) Administrative Committee of the European Agreement concerning the International Carriage of Dangerous Goods by Inland Waterways (10th session)**

**(WP.15/AC.2) Joint Meeting of Experts on the Regulations annexed to the European Agreement concerning the International Carriage of Dangerous Goods by Inland Waterways (22nd session)**

I write seeking consultative status in the work of the Administrative Committee and in particular of the Joint Meeting of Experts in order to participate in their work on the carriage of dangerous goods.

The European Association for Coal and Lignite (EURACOAL) was established in 2002 as the umbrella organisation of the European coal industry. It is a trade association funded by its 35 members, comprising national coal associations and direct corporate members from twenty EU and Energy Community states. EURACOAL represents coal producers, importers, traders and consumers at the EU level. It is incorporated under Belgium law as an AISBL (*Association internationale sans but lucratif*) and operates according to a set of legally binding statutes (attached). All members have seats and votes in the EURACOAL General Assembly, held at least annually. EURACOAL's membership, objectives and activities are more fully described on pages 37 to 39 of our Annual Report 2011 (attached).

EURACOAL understands that coal might no longer be classified as “non-dangerous bulk”. Indeed, the German government has found examples of consignments where a classification of UN 1361 (or UN 3088) Class 4.2 (spontaneously combustible) was deemed appropriate.

Clearly, it is in everyone's interest to ensure that trade in coal – a vital commodity for electricity, steel and cement production – is not disrupted. The methods of classification and the consequences of a hazardous classification need to be examined to ensure practical solutions that the industry can apply.

Within EURACOAL's membership, we have individuals who can contribute with expert knowledge to any further debate and discussion on this important topic. We therefore request that the Administrative Committee and the Joint Meeting of Experts consider our application for consultative status.

In anticipation of our application being approved and in order to present our application, we will register a EURACOAL representative to join the next meeting of these bodies scheduled for 21-25 January 2013.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink that reads "Brian Ricketts". The signature is written in a cursive style with a large initial 'B'.

Brian Ricketts  
Secretary-General

enc. EURACOAL Statutes  
EURACOAL Annual Report 2011

cc. Dr. Erich Schmitz, Geschäftsführer, VDKi – Verein der Kohlenimporteure e.V.  
(Hard Coal Importers Association – a member of EURACOAL)

# **EURACOAL**

European Association  
for Coal and Lignite

AISBL

**STATUTS – SATZUNG – STATUTES**



# **STATUTS**

**APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
EXTRAORDINAIRE DU CECSO  
LE 17 JUIN 2002**

**APPROUVÉS PAR ARRÊTÉ ROYAL  
DU 23 OCTOBRE 2002**

**PUBLIÉS DANS LE "MONITEUR BELGE"  
LE 7 MARS 2003**

**ONT PRIS OFFICIELLEMENT EFFET LE 1 AVRIL 2003**

**MODIFIÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'EURACOAL  
LE 26 JANVIER 2009 ET 24 JANVIER 2011**

## **Préambule**

En 1954, des entreprises et associations de l'industrie européenne du charbon, représentées dans la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) avaient fondé à Bruxelles une association internationale dénommée "Comité d'Etude des Producteurs de Charbon d'Europe occidentale", en abrégé CEPCEO.

Cette association a reçu en 1958 un statut officiel et ses statuts ont été reconnus par le Gouvernement du Royaume de Belgique.

La dénomination CEPCEO a été remplacée en 1996 par le nom "Comité Européen des Combustibles Solides", en abrégé CECESO, afin de tenir compte de l'extension future de l'Union européenne et de l'importance accrue du lignite dans la production énergétique de l'Europe.

L'expiration du Traité CECA le 23 juillet 2002, a placé l'industrie européenne du charbon et du lignite dans le cadre juridique général du Traité de l'UE. C'était l'occasion pour les entreprises et associations de cette industrie de réaffirmer leur ambition de jouer un rôle de premier plan dans l'intégration européenne.

L'industrie européenne du charbon et du lignite veut continuer à participer activement au développement énergétique de l'Europe en associant son action à celle des autres organisations européennes des domaines de l'industrie et de l'énergie ainsi qu'à celle des divers organes de l'Union européenne.

L'association internationale "CECSO" dont le siège est à Bruxelles, prendra donc un nouvel essor sur une base élargie et sous la dénomination d' "EURACOAL".

## **Article 1 Nom et siège**

L'association internationale a pour dénomination "European Association for Coal and Lignite" (Association Européenne du Charbon et du Lignite), ci-après en abrégé "EURACOAL". Elle est régie par la loi du 25 octobre 1919 modifiée par les lois du 6 décembre 1954 et du 30 juin 2000. Son siège est actuellement situé Avenue de Tervueren, 168, boîte 11, 1150 Bruxelles. Il pourra être transféré à tout endroit de l'agglomération bruxelloise sur simple décision du Comité Exécutif.

## **Article 2 Objet**

- 1) EURACOAL a pour objet la promotion et la défense des intérêts et objectifs scientifiques relatifs à la chaîne charbonnière, allant de la prospection, l'extraction, le négoce, la recherche, jusqu'à la transformation et l'utilisation de combustibles solides.
- 2) Accessoirement à cet objectif scientifique, l'association assure la protection et la défense des intérêts communs de ses Membres dont l'activité économique s'inscrit dans les secteurs décrits à l'alinéa précédent. EURACOAL représente ainsi les intérêts communs de ses Membres au siège de l'association, tant vis-à-vis des institutions européennes que vis-à-vis des institutions politiques installées à leur proximité et vis-à-vis de l'opinion publique. Il s'agit, en particulier, des intérêts techniques, économiques, environnementaux et de recherche en rapport avec la législation européenne. EURACOAL participe au dialogue social communautaire.
- 3) Pour accomplir sa mission, EURACOAL rassemble les informations utiles pour ses Membres, les étudie et les distribue.
- 4) Toute activité lucrative est exclue.

## **Article 3 Membres**

- 1) Les Membres sont des personnes morales ou des associations de personnes morales, légalement constituées selon les lois et usages de leur pays d'origine.
- 2) Les Membres peuvent être:
  - a) des organisations réunissant des entreprises de l'industrie des combustibles solides de l'Union européenne ou des Etats candidats à l'adhésion de l'Union européenne
  - b) d'autres personnes morales de l'industrie des combustibles solides ainsi que des entreprises et associations poursuivant un but se rapportant à l'objet d'EURACOAL (Article 2).

- 3) Il y a quatre Catégories de Membres:
- a) la Catégorie A comprend principalement des gros producteurs de l'industrie des combustibles solides et leurs associations
  - b) la Catégorie B comprend les autres producteurs, les transformateurs, les utilisateurs, les négociants de combustibles solides ainsi que leurs associations
  - c) la Catégorie C comprend tous les autres Membres, excepté
  - d) les Membres Affiliés sont les Membres ayant un intérêt pour l'Objet d'EURACOAL (Article 2) et qui souhaitent participer aux activités des commissions établies par le Comité Exécutif. Les Membres Affiliés n'assistent ni aux réunions de l'Assemblée Générale ni du Comité Exécutif (sauf nomination comme conseiller selon l'Article 11) et n'ont pas de droit de vote.
- 4) Les Membres actuels sont classés conformément au paragraphe 3 dans l'une de ces quatre Catégories sur décision de l'Assemblée Générale, un mois après l'entrée en vigueur de ces statuts modifiés. Les nouveaux Membres demandent, en même temps que leur demande d'adhésion, à être classé dans une Catégorie de leur choix conformément au paragraphe 3. Cette demande de classement est également soumise à l'accord de l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale peut autoriser un Membre qui en fait la demande à changer de Catégorie, mais ce changement ne prendra effet qu'à partir de l'exercice suivant.
- 5) La liste des Membres composant EURACOAL, de même que toute modification à cette liste, fera l'objet dans les meilleurs délais d'une publication aux annexes du Moniteur Belge, à la diligence du Secrétaire Général.

#### **Article 4** **Admission et démission / exclusion de Membres**

- 1) L'admission de nouveaux Membres est soumise à l'accord de l'Assemblée Générale.
- 2) La démission d'un Membre peut être donnée à tout moment moyennant un préavis de six mois, prenant effet à la fin de l'année en cours. Ce préavis doit être adressé par écrit au Président qui en informe sans délai les autres Membres.
- 3) L'exclusion d'un Membre n'est valable qu'en cas de manquement grave d'après les présents statuts et ne peut être décidée que par l'Assemblée Générale. Avant toute décision d'exclusion, l'Assemblée Générale est tenue d'accorder au Membre concerné la possibilité de présenter sa défense.

#### **Article 5** **Organes de l'association**

L'association a pour organes :

- a) l'Assemblée Générale (Article 6 à 8);
- b) le Comité Exécutif (Article 9)

#### **Article 6** **Missions de l'Assemblée Générale**

- 1) L'Assemblée Générale possède la plénitude des pouvoirs permettant la réalisation de l'objet d'EURACOAL.
- 2) Sont de sa compétence exclusive:
  - a) l'admission de nouveaux Membres et l'exclusion des Membres;
  - b) la classification des Membres conformément à l'Article 3, paragraphes 3 et 4, ainsi que la composition de l'Assemblée Générale conformément à l'Article 7, paragraphe 1;
  - c) l'approbation du budget prévisionnel, la désignation du ou des Commissaire(s) aux comptes, ainsi que l'approbation des comptes annuels;
  - d) la fixation de la cotisation de chaque Membre, afin de couvrir le budget prévisionnel, ainsi que la décision quant à la couverture et répartition des frais de gestion extraordinaires, sur proposition du Comité Exécutif;



- e) la détermination du nombre total des droits de vote, ceux-ci étant répartis chaque année proportionnellement à la contribution de chaque Membre dans le budget prévisionnel. Néanmoins, il n'est attribué qu'un seul droit de vote à chaque Membre de la Catégorie C.
- f) la détermination du nombre de délégués titulaires et suppléants par Membre dans le Comité Exécutif conformément à l'Article 9, paragraphes 1 et 2;
- g) la décharge au Comité Exécutif, au Secrétaire Général et au / aux Commissaires aux Comptes;
- h) la modification des statuts;
- i) la dissolution de l'association;
- j) les affaires qui sont d'une importance capitale pour EURACOAL et ses Membres et qui sont présentées à l'Assemblée Générale par le Comité Exécutif.

#### **Article 7**

##### **Composition et convocation de l'Assemblée Générale**

- 1) Chaque Membre envoie des représentants à l'Assemblée Générale selon son appartenance aux Catégories A, B ou C, à savoir trois représentants par Membre de la Catégorie A, deux représentants par Membre de la Catégorie B, et un représentant par Membre de la Catégorie C.
- 2) Chaque Membre notifie au Président les noms de ses représentants, ainsi que toute modification s'y rapportant, en temps voulu avant les réunions de l'Assemblée Générale. Pour les Membres qui ont plus d'un représentant à l'Assemblée Générale, les droits de vote de ce Membre doivent être exercés de manière uniforme par un seul représentant.
- 3) Les délégués au Comité Exécutif peuvent, dans la mesure où ils ne sont pas représentants conformément aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, participer à l'Assemblée Générale, avec voix consultative. Cela vaut également pour les personnes, qui en raison de leurs compétences spécifiques, sont invitées à titre exceptionnel.
- 4) Le Président convoque l'Assemblée Générale au moins une fois par an et en assure la présidence. En outre, le Président doit convoquer l'Assemblée Générale à la requête d'au moins trois Membres. Il doit faire figurer à l'ordre du jour les points soulevés par ces Membres.

#### **Article 8**

##### **Quorum et prise de décision de l'Assemblée Générale**

- 1) Le quorum de l'Assemblée Générale est atteint lorsqu'au moins 60% de l'ensemble des voix existantes sont représentées. Les représentants dans l'impossibilité d'assister à l'Assemblée Générale peuvent céder leur droit de vote à un représentant présent par procuration écrite. Toutefois, un même représentant ne peut détenir plus de 4 procurations.
- 2) Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième réunion est alors convoquée pour délibérer valablement sur les points inscrits à l'ordre du jour, quel que soit le nombre de voix présentes ou représentées.
- 3) À l'exception des points de l'ordre du jour qui, selon le paragraphe 5 du présent Article, doivent exclusivement être traités par l'Assemblée Générale, les décisions écrites (télécopie ou courrier électronique) sont autorisées de manière exceptionnelle, pour autant qu'aucun Membre ne s'y oppose et uniquement en cas d'urgence. Dans ce cas, le Secrétaire Général envoie à tous les représentants de l'Assemblée Générale les documents devant faire l'objet de la décision, accompagnés de notes explicatives. Les Membres qui n'ont pas répondu dans un délai de 30 jours après l'envoi des documents sont considérés comme s'abstenant. Toute décision adoptée dans ces conditions devra faire l'objet d'une ratification par la prochaine Assemblée Générale réunie en séance plénière.
- 4) Les décisions au sein de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des 2/3 des voix présentes et représentées, sauf disposition contraire des présents statuts.
- 5) L'Assemblée Générale délibère à la majorité des 3/4 de voix pour les affaires suivantes:
  - a) l'admission et l'exclusion de Membres;
  - b) la modification des statuts;
  - c) la dissolution de l'association.

## **Article 9** **Le Comité Exécutif**

- 1) Le Comité Exécutif se compose :
  - a) du Président, des Vice-présidents, ainsi que d'au moins quatre délégués titulaires;
  - b) d'au moins six délégués suppléants et
  - c) du Secrétaire Général qui ne dispose que d'une voix consultative.
- 2) Les Catégories A et B désignent chacune la moitié des délégués au Comité Exécutif, sauf si l'Assemblée Générale en décide autrement. Chaque Membre de ces deux Catégories a au moins un délégué titulaire et un suppléant dans le Comité Exécutif. Les Membres doivent communiquer immédiatement au Secrétaire Général les modifications concernant les délégués. Les suppléants peuvent participer à toutes les réunions, mais ne peuvent exercer le ou les droit(s) de vote qu'en cas d'empêchement du délégué titulaire. La désignation des délégués doit être approuvée par l'Assemblée Générale qui peut les révoquer à tout moment. Le Comité Exécutif est renouvelable tous les trois ans. Les mandats sont renouvelables.
- 3) Le Comité Exécutif est, entre autres, chargé de:
  - a) l'élection annuelle du Président et des Vice-présidents, parmi les délégués du Comité Exécutif. Ces mandats sont renouvelables;
  - b) la présentation du budget prévisionnel qui doit avoir lieu avant le 31 octobre de l'année précédente;
  - c) la proposition de la cotisation de chaque Membre conformément au nombre de ses droits de vote à l'Assemblée Générale ainsi que la proposition de la contribution financière des Membres faisant partie de la Catégorie C. L'ensemble des propositions de cotisation doit couvrir le budget prévisionnel;
  - d) la présentation à l'Assemblée Générale des comptes annuels préparés par le ou les Commissaires aux comptes et le rapport annuel de sa gestion;
  - e) la mise en place de commissions nécessaires à la réalisation des objectifs d'EURACOAL.
- 4) Le Président convoque le Comité Exécutif selon les nécessités avec un minimum de deux fois par an ou à la requête d'au moins quatre délégués titulaires et préside les réunions.
- 5) Le Comité Exécutif a atteint son quorum en présence d'au moins 60% de ses délégués titulaires ou suppléants. En cas d'empêchement d'un délégué titulaire et d'un suppléant, le transfert de voix à un autre délégué est autorisé moyennant une procuration écrite (un même délégué ne peut toutefois être porteur de plus de 4 procurations écrites). Les décisions du Comité Exécutif sont prises à la majorité simple des délégués présents et représentés en accordant deux voix par délégué titulaire ou suppléant de la Catégorie A et une voix par délégué titulaire ou suppléant de la Catégorie B, sauf disposition contraire des présents statuts.
- 6) Une majorité des 3/4 des voix des délégués présents et représentés est nécessaire pour l'élection du Président et des Vice-présidents. Si cette majorité n'est pas obtenue, un second tour sera organisé suivant l'Article 8, paragraphe 3, au cours du mois suivant, pourvu que les conditions prévues à cet Article soient réunies, à savoir le caractère exceptionnel du vote par écrit, l'urgence et la ratification par le prochain Comité Exécutif réuni en séance plénière. Si la majorité requise ne se dégage toujours pas après ce deuxième tour, une nouvelle élection sera mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité Exécutif. Les mandats des Président et Vice-présidents sortants sont prolongés jusqu'à la nouvelle élection. En cas de carence simultanée du Président et des Vice-présidents, la Présidence est assurée par le doyen d'âge du Comité Exécutif jusqu'à la nouvelle élection.

## **Article 10** **Gratuité des mandats**

Les mandats des représentants de l'Assemblée Générale et des délégués du Comité Exécutif sont gratuits.

## **Article 11** **Conseillers**

Le Comité Exécutif peut nommer des conseillers de l'association chargés d'exposer et d'expliquer au Comité Exécutif et/ou à l'Assemblée Générale le résultat de leurs recherches et de leurs études. Le Comité Exécutif définit les tâches, les droits et l'éventuelle rémunération des conseillers.

## **Article 12** **Comptes-rendus**

Les résolutions et délibérations de l'Assemblée Générale et du Comité Exécutif sont consignées dans des comptes-rendus rédigés par le Secrétaire Général. Un exemplaire de ces comptes-rendus est signé par le Président et conservé au siège d'EURACOAL. Une copie des comptes-rendus est envoyée dans les trois mois à tous les Membres et à toutes les personnes convoquées.

## **Article 13** **Gestion et représentation**

- 1) La gestion journalière est assurée par le Comité Exécutif, qui peut la déléguer au Président ou à un autre délégué titulaire du Comité Exécutif, mandaté par ce dernier.

Tous les actes qui engagent l'association sont, sauf procuration spéciale et les dispositions de l'Article 14, paragraphe 3, signés par le Président et un Vice-président, ou par deux délégués titulaires du Comité Exécutif, spécialement mandatés à cet effet, qui n'ont pas à justifier envers des tiers des pouvoirs conférés à cette fin.

- 2) En ce qui concerne les actions judiciaires et extrajudiciaires, EURACOAL est représenté par le Président ou un Vice-président conjointement avec un délégué titulaire du Comité Exécutif, et en cas d'empêchement de ce dernier, avec le Secrétaire Général. Cette disposition ne déroge pas à l'Article 14, paragraphe 3.

## **Article 14** **Secrétariat**

- 1) Le Comité Exécutif organise, sous son autorité, un Secrétariat qui assure la gestion courante des affaires d'EURACOAL.
- 2) Le Comité Exécutif recrute le personnel nécessaire au fonctionnement du Secrétariat, dont notamment un Secrétaire Général. En vue de faciliter le fonctionnement du Secrétariat, les Membres peuvent mettre des secrétaires ou d'autres personnes à la disposition du Comité Exécutif, dans des conditions fixées par celui-ci. Le Secrétaire Général et les collaborateurs qu'il désigne assistent, selon les nécessités, aux séances de tous les organes d'EURACOAL.
- 3) Le Secrétaire Général, en liaison avec le Comité Exécutif, est responsable du bon fonctionnement d'EURACOAL. Il coordonne les convocations et le travail des commissions instituées par le Comité Exécutif.

Il est chargé de la gestion journalière du budget d'EURACOAL; notamment, il exécute les dépenses nécessaires prévues à ce budget et il est habilité à faire ouvrir, au nom d'EURACOAL, des comptes dans les établissements bancaires et financiers, dans la mesure où cela s'avère nécessaire pour l'exécution de sa mission. Pour tous les autres cas, les instructions seront données par le Comité Exécutif.

- 4) Le Secrétaire Général rend compte au Président de l'exécution de sa mission.

## **Article 15** **Couverture des frais**

- 1) L'exercice social correspond à l'année civile.
- 2) Les frais d'EURACOAL sont répartis comme suit :
  - a) frais ordinaires de gestion qui couvrent tous les frais occasionnés par le fonctionnement habituel (frais de personnel et de matériel)
  - b) frais extraordinaires de gestion résultant de dépenses spéciales supplémentaires qui sont engagées séparément par le Comité Exécutif.
- 3) Les frais ordinaires de gestion sont couverts par des contributions. La contribution annuelle en Euros que doit payer chaque Membre est calculée en divisant le budget annuel prévisionnel par le nombre total de voix. Ce chiffre sera ensuite multiplié par le nombre de voix dont dispose chaque Membre, puis arrondi à la centaine d'Euros.
- 4) La couverture et la répartition des frais extraordinaires de gestion sont décidées par l'Assemblée Générale conformément à l'Article 6 paragraphe 2.

- 5) Le Comité Exécutif propose avant le 31 octobre de chaque année:
- a) les comptes annuels pour l'année civile écoulée;
  - b) le budget prévisionnel de l'exercice suivant,
  - c) les contributions financières des Membres des Catégories A et B sur la base du nombre de droits de vote, des Membres Affiliés et des Membres de la Catégorie C, conformément à leur contribution minimum.

Ces documents doivent être transmis sans délai à tous les Membres en vue de la prise de décision par l'Assemblée Générale, qui doit statuer deux mois après la notification.

Chaque Membre n'est tenu, du chef de son adhésion, à participer aux frais ordinaires et extraordinaires que dans la mesure de sa contribution et si l'Assemblée Générale en a valablement décidé ainsi. S'il s'agit de frais récurrents qui incombent à un Membre pour une durée supérieure à un an, la participation à ces frais d'un Membre démissionnaire n'est valable que si celui-ci a expressément reconnu et confirmé de tels engagements.

- 6) Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, tout Membre qui cesse de faire partie de l'association perd tout droit dans l'actif de cette dernière.

#### **Article 16** **Modification des statuts**

- 1) Toute proposition d'un délégué du Comité Exécutif ayant pour objet une modification des statuts ou la dissolution d'EURACOAL adressée au Président doit être portée sans délai à la connaissance des autres délégués par le Président.. Celui-ci doit informer tous les Membres d'EURACOAL au moins deux mois à l'avance, de la date à laquelle l'Assemblée Générale aura à statuer sur ladite proposition.
- 2) Les modifications des statuts ne prendront effet qu'après approbation par Arrêté Royal et après publication aux annexes du Moniteur Belge.

#### **Article 17** **Dissolution**

En cas de dissolution d'EURACOAL, décidée conformément à l'Article 16, l'Assemblée Générale détermine la manière dont l'association sera dissoute et liquidée.

Les actifs éventuels subsistant après la liquidation seront affectés à la réalisation d'un objet scientifique et non lucratif correspondant au mieux à l'objet d'EURACOAL.

L'Assemblée Générale des Membres désignera un ou plusieurs liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

Les frais de liquidation seront supportés par les Membres qui ont fait partie de l'association, pendant les six mois précédant la dissolution d'EURACOAL, au prorata de leurs contributions moyennes des trois dernières années précédant la décision de mise en liquidation.

#### **Article 18** **Clause salvatrice**

Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts et notamment les publications à faire au Moniteur Belge sera réglé conformément aux dispositions de la loi belge du 25 octobre 1919 modifiée par la loi du 6 décembre 1954, accordant la personnalité civile aux associations internationales poursuivant un but philosophique, religieux, scientifique, artistique ou pédagogique.



# **SATZUNG**

**BESCHLOSSEN VON DER AUSSERORDENTLICHEN  
VOLLVERSAMMLUNG DES CECISO AM 17. JUNI 2002**

**GENEHMIGT DURCH DEN  
KÖNIGLICHEN ERLASS VOM 23. OKTOBER 2002**

**VERÖFFENTLICHT IM “MONITEUR BELGE”  
AM 7. MÄRZ 2003**

**IN KRAFT GETRETEN AM 1. APRIL 2003**

**VOM EURACOAL-MITGLIEDERVERSAMMLUNG GEÄNDERT  
AM 26. JANUAR 2009 UND 24. JANUAR 2011**

## **Präambel**

Im Jahre 1954 hatten Unternehmen und Vereinigungen der in der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) vertretenen europäischen Kohleindustrie in Brüssel einen internationalen Verband mit der Bezeichnung "Comité d'Etude des Producteurs de Charbon d'Europe occidentale" ("Studienausschuss des westeuropäischen Kohlebergbaus"), abgekürzt CEPCEO, gegründet.

Diese Vereinigung erhielt 1958 einen offiziellen Status mit der Genehmigung ihrer Satzung durch die Regierung des Königreichs Belgien.

An die Stelle der Bezeichnung CEPCEO trat 1996 der Name "Europäischer Ausschuss für feste Brennstoffe", abgekürzt CECSO, um der künftigen Erweiterung der Europäischen Union und der gestiegenen Bedeutung der Braunkohle für die Energieerzeugung in Europa Rechnung zu tragen.

Das Auslaufen des EGKS-Vertrages am 23. Juli 2002 stellte die europäische Industrie des Steinkohle und Braunkohlebergbaus unter den allgemeinen Rechtsrahmen des EU-Vertrages. Das war für die Unternehmen und Vereinigungen dieser Industrie Anlass, ihren Anspruch auf eine führende Rolle in der europäischen Integration zu bekräftigen.

Die europäische Stein- und Braunkohleindustrie will weiterhin aktiv an der positiven Entwicklung Europas teilhaben und dabei mit anderen europäischen Organisationen der Industrie und der Energiewirtschaft sowie den Organen der Europäischen Union zusammenwirken.

Deshalb wird die in Brüssel ansässige internationale Verband "CECSO" weiterentwickelt und unter der Bezeichnung "EURACOAL" auf ein neues, breiteres Fundament gestellt.

## **Artikel 1 Name und Sitz**

Der internationale Verband führt den Namen "European Association for Coal and Lignite" ("Europäischer Verband für Stein- und Braunkohle"), kurz "EURACOAL". Er unterliegt dem belgischen Gesetz vom 25. Oktober 1919, geändert durch die Gesetze vom 6. Dezember 1954 und vom 30. Juni 2000. Der Sitz befindet sich z. Z. in der Avenue de Tervuren 168, Boîte 11, 1150 Brüssel. Auf Beschluss des Exekutivausschusses kann er an jeden anderen Ort im Großraum von Brüssel verlegt werden.

## **Artikel 2 Gegenstand**

- 1) Aufgabe von EURACOAL ist die Wahrung und Förderung der Interessen und wissenschaftlichen Ziele, die sich längs der Kohlenkette von der Prospektion, der Gewinnung, dem Handel, der Forschung bis hin zur Umwandlung und Nutzung fester Brennstoffe ergeben.
- 2) Zusätzlich zu diesem wissenschaftlichen Ziel gewährleistet der Verband den Schutz und die Wahrung der gemeinsamen Interessen seiner Mitglieder, die in den im vorstehenden Absatz beschriebenen Sektoren wirtschaftlich tätig sind. So vertritt EURACOAL die gemeinsamen Belange der Mitglieder am Sitz des Verbandes gegenüber den europäischen Institutionen sowie gegenüber den im Umfeld angesiedelten politischen Einrichtungen und der Öffentlichkeit. Dabei geht es insbesondere um technische, wirtschaftliche, umweltbezogene und forschungsorientierte Interessen im Zusammenhang mit der europäischen Gesetzgebung. EURACOAL beteiligt sich am sozialen Dialog in der Gemeinschaft.
- 3) Zur Erledigung ihrer Aufgaben sammelt EURACOAL die für seine Mitglieder nützlichen Informationen, unterzieht sie einer Untersuchung und verteilt diese.
- 4) Eine auf wirtschaftlichen Gewinn ausgerichtete Tätigkeit ist ausgeschlossen.

## **Artikel 3 Mitglieder**

- 1) Die Mitglieder sind juristische Personen oder Vereinigungen von juristischen Personen, die rechtmäßig nach den Gesetzen und Gepflogenheiten ihrer Ursprungsländer gegründet wurden.
- 2) Mitglieder können werden:

- a) Organisationen, in denen Unternehmen der Industrie für feste Brennstoffe in der Europäischen Union oder in Beitrittsländern zusammengeschlossen sind und
  - b) andere juristische Personen aus dem Bereich der Industrie für feste Brennstoffe sowie Unternehmen und Vereinigungen mit einer Zielsetzung, die mit den Aufgaben von EURACOAL (Artikel 2) übereinstimmt.
- 3) Im Rahmen der Mitgliedschaft bestehen vier Kategorien:
- a) Kategorie A umfasst insbesondere die Großproduzenten der Industrie für feste Brennstoffe und deren Vereinigungen;
  - b) Kategorie B umfasst sonstige Produzenten, Verarbeiter, Verbraucher, Händler von festen Brennstoffen sowie deren Vereinigungen;
  - c) Kategorie C umfasst alle übrigen Mitglieder, ausserhalb
  - d) Angeschlossene Mitglieder sind solche Mitglieder, die ein Interesse an den Zielen von EURACOAL (Artikel 2) haben und die erwünschen, an der Arbeit der vom Exekutivausschuss eingerichteten Ausschüsse mitzuwirken. Angeschlossene Mitglieder nehmen nicht an den Sitzungen der Mitgliederversammlung und des Exekutivausschusses teil (es sei denn durch Ernennung als Berater gemäß Artikel 11) und haben keine Stimmrechte.
- 4) Die vorhandenen Mitglieder stufen sich einen Monat nach In-Kraft-Treten der geänderten Satzung in eine der vier Kategorien gemäß Abs. 3 ein, worüber die Mitgliederversammlung entscheidet. Neu eintretende Mitglieder beantragen mit ihrem Aufnahmegesuch zugleich die Zuordnung in die jeweilige Kategorie ihrer Wahl gemäß Abs. 3, die ebenfalls der Entscheidung durch die Mitgliederversammlung bedarf. Eine Kategorieumstufung ist auf Antrag des betreffenden Mitglieds durch Beschluss der Mitgliederversammlung frühestens mit Wirkung für das folgende Geschäftsjahr zulässig.
- 5) Die Liste der Mitglieder von EURACOAL sowie alle Änderungen dieser Liste werden auf Veranlassung des Generalsekretärs unverzüglich im Anhang des "Moniteur Belge" veröffentlicht.

#### **Artikel 4 Aufnahme und Austritt / Ausschluss eines Mitglieds**

- 1) Über die Aufnahme neuer Mitglieder beschließt die Mitgliederversammlung.
- 2) Jedes Mitglied kann jederzeit seinen Austritt erklären; dieser ist mit einer Kündigungsfrist von 6 Monaten zum Schluss eines Kalenderjahres schriftlich dem Präsidenten mitzuteilen. Dieser unterrichtet unverzüglich die übrigen Mitglieder.
- 3) Der Ausschluss eines Mitglieds ist nur bei schwerwiegender Verletzung seiner Verpflichtungen gemäß dieser Satzung zulässig und kann nur durch die Mitgliederversammlung beschlossen werden. Vor jeder Entscheidung über einen Ausschluss hat die Mitgliederversammlung dem betroffenen Mitglied Gelegenheit zur Verteidigung zu geben.

#### **Artikel 5 Organe des Verbandes**

Organe des Verbandes sind:

- a) die Mitgliederversammlung (Artikel 6 bis 8);
- b) der Exekutivausschuss (Artikel 9)

#### **Artikel 6 Aufgaben der Mitgliederversammlung**

- 1) Sämtliche Rechte und Befugnisse zur Erreichung der Ziele von EURACOAL liegen bei der Mitgliederversammlung.
- 2) Die Mitgliederversammlung ist ausschließlich zuständig für
  - a) die Aufnahme neuer Mitglieder und den Ausschluss von Mitgliedern:



- b) die Zuordnung der Mitglieder gemäß Artikel 3 Abs. 3 und 4 sowie die Zusammensetzung der Mitgliederversammlung gemäß Artikel 7 Abs. 1;
- c) die Genehmigung des Haushaltsvoranschlags, die Wahl der Rechnungsprüfer sowie die Abnahme der Jahresrechnung;
- d) die Festsetzung der zur Deckung des Haushalts notwendigen Mitgliedsbeiträge und die Beschlussfassung über die Deckung und Aufteilung außerordentlicher Verwaltungskosten auf Vorschlag des Exekutivausschusses;
- e) die Festlegung der Gesamtzahl der Stimmrechte, die proportional gemäß der jährlichen Beiträgen der einzelnen Mitglieder zur Deckung des Haushaltsplans aufgeteilt werden. Dabei erhalten Mitglieder der Kategorie C stets nur eine Stimme;
- f) die Festlegung der Anzahl der ordentlichen und stellvertretenden Delegierten pro Mitglied im Exekutivausschuss gemäß Artikel 9 Abs. 1 und 2;
- g) die Entlassung des Exekutivausschusses, des Generalsekretärs und der Rechnungsprüfer;
- h) die Änderung der Satzung;
- i) die Auflösung des Verbandes;
- j) die Angelegenheiten, die für EURACOAL oder ihre Mitglieder von grundsätzlicher Bedeutung sind und vom Exekutivausschuss der Mitgliederversammlung vorgelegt werden.

#### **Artikel 7**

##### **Zusammensetzung und Einberufung der Mitgliederversammlung**

- 1) Jedes Mitglied entsendet entsprechend seiner Zugehörigkeit zu der Mitgliederkategorie A, B oder C Delegierte in die Mitgliederversammlung, und zwar drei Delegierte pro Mitglied in der Kategorie A, zwei Delegierte pro Mitglied in der Kategorie B und einen Delegierten in der Kategorie C.
- 2) Die Namen der Delegierten und diesbezügliche Veränderungen hat jedes Mitglied dem Präsidenten rechtzeitig vor den Mitgliederversammlungen mitzuteilen. Werden von einem Mitglied mehrere Delegierte in die Mitgliederversammlung entsandt, dürfen die Stimmrechte des jeweiligen Mitglieds nur einheitlich von einem dafür benannten Delegierten ausgeübt werden.
- 3) Die Delegierten des Exekutivausschusses können, soweit sie nicht Delegierte gemäß Abs. 1 und 2 sind, mit beratender Stimme an der Mitgliederversammlung teilnehmen. Das Gleiche gilt für Personen, die aufgrund besonderer Sachkenntnis ausnahmsweise eingeladen werden.
- 4) Der Präsident beruft die Mitgliederversammlung mindestens einmal jährlich ein und führt den Vorsitz. Darüber hinaus ist die Mitgliederversammlung auf Antrag von mindestens drei Mitgliedern unter Angabe der von diesen Mitgliedern gewünschten Tagesordnungspunkte einzuberufen.

#### **Artikel 8**

##### **Beschlussfähigkeit und Beschlussfassung der Mitgliederversammlung**

- 1) Die Mitgliederversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens 60% der Gesamtheit der festgelegten Stimmen vertreten ist. Stimmrechtsübertragung durch schriftliche Vollmacht von verhinderten Delegierten auf anwesende Delegierte ist zulässig. Es können jedoch nicht mehr als 4 Vollmachten an jeweils einen Delegierten erteilt werden.
- 2) Wird die Beschlussfähigkeit nicht erreicht, wird eine zweite Sitzung einberufen, die ohne Rücksicht auf die Anzahl der anwesenden und vertretenen Stimmen, beschlussfähig ist.
- 3) Mit Ausnahme der nach Artikel 8 Abs. 5 ausschließlich einer Mitgliederversammlung vorbehaltenen Tagesordnungspunkte sind ausnahmsweise und nur in dringenden Fällen schriftliche Beschlussfassungen (per Fax, E-Mail etc.) zulässig, wenn kein Mitglied widerspricht. In diesem Fall leitet der Generalsekretär allen Delegierten der Mitgliederversammlung die zu beschließenden Schriftstücke mit erläuternden Anmerkungen zu. Geht innerhalb von 30 Tagen nach Absenden der Unterlagen keine Antwort eines der Mitglieder beim Generalsekretär ein, zählen die fehlenden Antworten als Enthaltungen. Jeder mittels dieses Verfahrens gefasste Beschluss unterliegt der Ratifizierung durch die nächste ordentliche Mitgliederversammlung.
- 4) Die Beschlussfassung in der Mitgliederversammlung erfolgt mit einer Mehrheit von 2/3 der anwesenden und vertretenen Stimmen, sofern in der vorliegenden Satzung nichts Gegenteiliges bestimmt ist.

- 5) Mit einer Mehrheit von 3/4 der Stimmen beschließt die Mitgliederversammlung in folgenden Angelegenheiten:
- a) Aufnahme und Ausschluss von Mitgliedern
  - b) Satzungsänderungen
  - c) Auflösung der Vereinigung.

## **Artikel 9** **Exekutivausschuss**

- 1) Der Exekutivausschuss besteht aus:
- a) dem Präsidenten, einem oder mehreren Vizepräsidenten sowie mindestens vier weiteren ordentlichen Delegierten;
  - b) mindestens sechs stellvertretenden Delegierten und c) dem Generalsekretär, der lediglich eine beratende Stimme hat.
- 2) Die Mitglieder der Kategorien A und B ernennen jeweils die Hälfte der Delegierten für den Exekutivausschuss, sofern die Mitgliederversammlung nicht anders entscheidet. Auf jedes Mitglied dieser zwei Kategorien entfällt mindestens ein ordentlicher und ein stellvertretender Delegierter im Exekutivausschuss. Änderungen in der Person der Delegierten haben die Mitglieder unverzüglich dem Generalsekretär mitzuteilen. Die stellvertretenden Delegierten können an allen Sitzungen teilnehmen, das/die Stimmrecht(e) jedoch nur bei Verhinderung des ordentlichen Delegierten wahrnehmen. Die benannten Delegierten müssen von der Mitgliederversammlung bestätigt werden, die sie jederzeit ihres Amtes entheben kann. Der Exekutivausschuss wird alle drei Jahre neu zusammengesetzt. Die Mandate sind erneuerbar.
- 3) Der Exekutivausschuss ist u. a. zuständig für:
- a) die jährliche Wahl des Präsidenten und eines oder mehrerer Vizepräsidenten aus den Reihen der Delegierten des Exekutivausschusses, wobei Wiederwahl zulässig ist;
  - b) die Vorlage des Haushaltsvoranschlags, die bis zum 31. Oktober des Vorjahres zu erfolgen hat;
  - c) die Unterbreitung von Beitragsvorschlägen für jedes Mitglied gemäß der Anzahl seiner Stimmrechte in der Mitgliederversammlung sowie für die Festlegung der Beiträge von Mitgliedern der Kategorie C. Die vorgeschlagenen Beiträge sollen jedoch den Haushaltsvoranschlag decken;
  - d) die Vorlage der von einem oder mehreren Abschlussprüfern erstellten Jahresabschlüsse und des jährlichen Geschäftsberichts auf der Mitgliederversammlung;
  - e) die Einrichtung von Ausschüssen zur Erfüllung der oben genannten Aufgaben von EURACOAL.
- 4) Der Präsident beruft den Exekutivausschuss bei Bedarf ein, jedoch mindestens zweimal jährlich oder auf Antrag von mindestens vier ordentlichen Delegierten und leitet die Sitzungen.
- 5) Der Exekutivausschuss ist bei einer Anwesenheit von mindestens 60% seiner ordentlichen oder vertretenden Delegierten beschlussfähig. Im Falle der Verhinderung eines ordentlichen und eines stellvertretenden Delegierten ist eine Stimmrechtsübertragung auf einen anderen Delegierten mittels schriftlicher Vollmacht zulässig. An jeweils einen Delegierten können jedoch nicht mehr als vier Vollmachten erteilt werden. Beschlüsse des Exekutivausschusses bedürfen grundsätzlich der einfachen Mehrheit der anwesenden und vertretenen Delegierten, wobei jedem ordentlichen Delegierten oder seinem Vertreter der Kategorie A zwei Stimmen zustehen und jedem ordentlichen Delegierten oder seinem Stellvertreter der Kategorie B eine Stimme zusteht, soweit in der vorliegenden Satzung nichts Gegenteiliges bestimmt ist.
- 6) Für die Wahl des Präsidenten und des / der Vizepräsidenten ist jeweils eine Mehrheit von 3/4 der Stimmen der anwesenden und vertretenen Delegierten erforderlich. Wird diese Mehrheit jeweils nicht erreicht, erfolgt innerhalb des Folgemonats eine zweite Abstimmung gemäß Art. 8 Abs. 3, sofern die in dieser Bestimmung genannten Voraussetzungen gegeben sind, d.h. die außergewöhnlichen Bedingungen, die eine schriftlichen Abstimmung erfordern, die Dringlichkeit und die Ratifizierung durch die nächste Sitzung des Exekutivausschusses. Bleibt diese Abstimmung ebenfalls ergebnislos, wird die Wahl des Präsidenten und/oder des / der Vizepräsidenten auf die Tagesordnung der ersten danach stattfindenden Sitzung des Exekutivausschusses gesetzt. Bis zur Neuwahl bleibt der bisherige Präsident und/oder bisherige Vizepräsident weiter im Amt. In Ermangelung eines / der Präsidenten und eines Vizepräsidenten wird die Präsidentschaft vom ältesten Mitglied des Exekutivausschusses bis zur Neuwahl wahrgenommen.

## **Artikel 10 Ehrenamtlichkeit der Mandate**

Die Delegierten der Mitgliederversammlung und des Exekutivausschusses üben ihre Mandate ehrenamtlich aus.

## **Artikel 11 Berater**

Der Exekutivausschuss kann Berater des Verbandes ernennen, die dem Exekutivausschuss und/oder der Mitgliederversammlung über ihre Forschungs- und Untersuchungsergebnisse berichten und diese erläutern. Der Exekutivausschuss legt die Aufgaben, Rechte und eventuelle Vergütung der Berater fest.

## **Artikel 12 Protokolle**

Die Beschlüsse und Beratungen der Mitgliederversammlung und des Exekutivausschusses werden in Protokollen festgehalten, die der Generalsekretär erstellt. Ein Exemplar dieser Protokolle wird vom Präsidenten unterzeichnet und bei EURACOAL aufbewahrt. Eine Kopie der Protokolle wird allen Mitgliedern und allen eingeladenen Personen innerhalb von drei Monaten zugesandt.

## **Artikel 13 Geschäftsführung und Vertretung**

- 1) Die Führung der laufenden Geschäfte obliegt dem Exekutivausschuss, der diese dem Präsidenten oder einem anderen durch den Präsidenten ernannten ordentlichen Delegationsmitglied des Exekutivausschusses übertragen kann.

Alle Schriftstücke, durch die der Verband Verpflichtungen eingeht, mit Ausnahme von Sondervollmachten und den Bestimmungen in Artikel 14 Abs. 3, werden vom Präsidenten und von einem Vizepräsidenten oder von zwei ordentlichen Delegierten des Exekutivausschusses, die hierfür eine Sondervollmacht erhalten haben, die sie Dritten gegenüber nicht rechtfertigen müssen, unterzeichnet.

- 2) EURACOAL wird gerichtlich und außergerichtlich durch den Präsidenten oder einen Vize-Präsidenten, gemeinsam mit einem ordentlichen Delegierten des Exekutivausschusses, bei Verhinderung des Letzteren mit dem Generalsekretär, vertreten. Artikel 14 Abs. 3 bleibt hiervon unberührt.

## **Artikel 14 Sekretariat**

- 1) Der Exekutivausschuss richtet ein Sekretariat ein, das seiner Aufsicht untersteht und die laufende Geschäftsführung von EURACOAL wahrnimmt.
- 2) Der Exekutivausschuss bestellt das für die Aufgaben des Sekretariats erforderliche Personal, insbesondere einen Generalsekretär. Zur Erleichterung der Durchführung dieser Aufgaben können die Mitglieder dem Exekutivausschuss zu den von ihm festgelegten Bedingungen Sekretäre oder andere Personen zur Verfügung stellen. Der Generalsekretär und die von ihm benannten Mitarbeiter nehmen je nach Erfordernis an den Sitzungen aller Organe von EURACOAL teil.
- 3) Der Generalsekretär ist in Zusammenarbeit mit dem Exekutivausschuss verantwortlich für das gute Funktionieren von EURACOAL. Er koordiniert die Einberufung von Sitzungen und die Arbeit der vom Exekutivausschuss eingesetzten Ausschüsse.

Ihm obliegt die laufende Verwaltung des Haushalts von EURACOAL; er veranlasst insbesondere die in diesem Haushalt vorgesehenen notwendigen Ausgaben und ist befugt, im Namen von EURACOAL bei Bank- und Finanzinstituten Konten zu eröffnen, und zwar in dem Ausmaß, wie dies für die Durchführung seiner Aufgaben notwendig ist. Alles Übrige wird nach Anweisungen des Exekutivausschusses erledigt.

- 4) Der Generalsekretär ist dem Präsidenten rechenschaftspflichtig.

## **Artikel 15 Deckung der Kosten**

- 1) Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.
- 2) Die Kosten von EURACOAL teilen sich auf:
  - a) in ordentliche Verwaltungskosten, die durch den laufenden Geschäftsbetrieb entstehen (Personal- und Sachkosten) sowie
  - b) in außerordentliche Verwaltungskosten, die zusätzlich und aufgrund besonderer Aufwendungen anfallen und die der Exekutivausschuss gesondert ermittelt.
- 3) Die ordentlichen Verwaltungskosten werden durch Beiträge gedeckt. Der in Euro zu zahlende Jahresbeitrag eines jeden Mitglieds wird dadurch ermittelt, dass der in Euro ausgewiesene jährliche Haushaltsvoranschlag durch die Gesamtzahl der Stimmrechte geteilt, mit der Anzahl der dem jeweiligen Mitglied zustehenden Stimmrechte multipliziert und auf volle hundert Euro gerundet wird.
- 4) Die Deckung und Aufteilung der außerordentlichen Verwaltungskosten wird von der Mitgliederversammlung gemäß Artikel 6 Abs. 2 beschlossen.
- 5) Vor dem 31. Oktober eines jeden Jahres werden vom Exekutivausschuss vorgeschlagen:
  - a) die Haushaltsabrechnung für das abgelaufene Kalenderjahr;
  - b) der Haushaltsvoranschlag für das folgende Jahr;
  - c) die Beiträge der Mitglieder der Kategorien A und B auf der Grundlage der ihnen zustehenden Stimmrechte sowie die Beiträge der angeschlossenen Mitglieder und der Mitglieder der Kategorie C entsprechend dem jeweils maßgeblichen Mindestbeitrag.

Diese Unterlagen sind unverzüglich allen Mitgliedern zwecks Beschlussfassung durch die Mitgliederversammlung zuzustellen, die innerhalb von zwei Monaten nach Mitteilung zu entscheiden hat.

Jedes Mitglied ist durch seine Beitrittserklärung zur Beteiligung an den ordentlichen und außerordentlichen Kosten nur in Höhe seines Beitrags und nur insoweit verpflichtet, als die Mitgliederversammlung hierüber wirksam beschlossen hat. Soweit es hierbei um Kosten geht, die das Mitglied über die Dauer eines Jahres hinaus wiederkehrend belasten, gilt dies bei seinem Ausscheiden nur, soweit das Mitglied derartige Verpflichtungen ausdrücklich anerkannt oder bestätigt hat.

- 6) Soweit die Mitgliederversammlung nichts Anderweitiges beschließt, verliert ein Mitglied, das aus der Vereinigung ausscheidet, jenen Anspruch auf einen Teil des Verbandsvermögens.

## **Artikel 16 Änderung der Satzung**

- 1) Jeder an den Präsidenten zu richtende Antrag eines Delegierten des Exekutivausschusses auf Änderungen der Satzung oder Auflösung von EURACOAL ist den anderen Delegierten unverzüglich vom Präsidenten zur Kenntnis zu bringen. Dieser hat alle Mitglieder von EURACOAL mindestens zwei Monate im Voraus über den Termin, an dem die Mitgliederversammlung über diesen Antrag beschließen soll, zu unterrichten.
- 2) Die Satzungsänderungen treten erst nach Genehmigung durch Königlichen Erlass und nach Veröffentlichung in den Anlagen zum "Moniteur Belge" in Kraft.

## **Artikel 17 Auflösung**

Im Falle einer gemäß Art. 16 beschlossenen Auflösung von EURACOAL bestimmt die Mitgliederversammlung, auf welche Art und Weise die Auflösung und Liquidation des Verbands erfolgen soll.

Die nach der Liquidation evtl. noch vorhandenen Vermögenswerte sind für die Realisierung eines wissenschaftlichen Vorhabens ohne Erwerbszweck, das am ehestens der Zielsetzung von EURACOAL entspricht, zu verwenden.

Die Mitgliederversammlung bestimmt einen oder mehrere Liquidatoren und legt deren Befugnisse fest.

Die Kosten der Liquidation werden von den Mitgliedern, die der Vereinigung sechs Monate vor der Auflösung von EURACOAL angehörten, getragen, und zwar im Verhältnis ihrer durchschnittlichen Beiträge in den letzten drei Jahren vor dem Jahr des Beschlusses der Liquidation.

#### **Artikel 18** **Salvatorische Klausel**

Alle in der vorliegenden Satzung nicht vorgesehenen Fälle und insbesondere die vorgeschriebenen Veröffentlichungen im "Moniteur Belge" sind nach den Vorschriften des belgischen Gesetzes vom 25. Oktober 1919, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Dezember 1954, über die Gewährung der Rechtspersönlichkeit an internationale Vereinigungen mit philosophischer, religiöser, wissenschaftlicher, künstlerischer oder pädagogischer Zielsetzung zu regeln.

# **STATUTES**

**AGREED ON BY THE EXTRAORDINARY  
GENERAL ASSEMBLY OF CECISO  
ON 17 JUNE 2002**

**APPROVED BY THE  
ROYAL DECREE OF 23 OCTOBER 2002**

**PUBLISHED IN THE “MONITEUR BELGE”  
ON 7 MARCH 2003**

**ENTERED INTO FORCE ON 1 APRIL 2003**

**MODIFIED BY EURACOAL’S GENERAL ASSEMBLY  
ON 26 JANUARY 2009 AND 24 JANUARY 2011**

## **Preamble**

In 1954, the European coal industries and associations as represented in the European Coal and Steel Community (ECSC) met in Brussels to found an international association called the “Comité d’Etude des Producteurs de Charbon d’Europe occidentale” (“Western European Coal Producers’ Association”), abbreviated as CEPCEO.

In 1958, this association was given official status, and its statutes were recognised by the government of the Kingdom of Belgium.

The name CEPCEO was replaced in 1996 by the “Comité Européen des Combustibles Solides” (“European Solid Fuels Association”), abbreviated as CECISO, in order to take account of the future enlargement of the European Union and the increased importance of lignite in the European energy production.

The expiry of the ECSC Treaty on 23 July 2002 placed the European coal and lignite industry within the overall legal framework of the EU Treaty. This represented an opportunity for the companies and associations in this sector to reaffirm their ambition to play a leading role in European integration.

The European coal and lignite industry wishes to continue to participate actively in the development of Europe’s energy market by joining forces with other central organisations within the energy sector and with the institutions of the European Union.

The international association “CECISO”, whose registered office is located in Brussels, will thus further expand on broader foundations, under the name “EURACOAL”.

## **Article 1 Name and registered office**

The international association’s name is “European Association for Coal and Lignite”, hereinafter abbreviated as “EURACOAL”. It comes within the provisions of the Belgian Act of 25 October 1919, as amended on 6 October 1954 and 30 June 2000. Its registered office is currently located at 168, Avenue de Tervueren, Box 11, 1150 Brussels. It may be moved to any location in the conglomeration of Brussels by a simple majority decision of the Executive Committee.

## **Article 2 Object**

- 1) EURACOAL’s object is the promotion and defence of the interests and scientific objectives relating to the entire coal chain, from prospecting, extraction, trade and research through to the processing and use of solid fuels.
- 2) Above these scientific objectives the association ensures the protection and maintenance of the common interests of the EURACOAL’s Members, whose economic activities concentrate on the above mentioned sectors. EURACOAL shall represent the common interests of its Members at the Association’s registered office, in its dealings with European institutions, political institutions with similar objectives and the public opinion. This relates in particular to technical, economic, environmental and research interests which stand in relation with the European legislation. EURACOAL participates in the Community’s Social Dialogue.
- 3) To accomplish its mission, EURACOAL assembles, analyses and circulates any information useful to its Members.
- 4) The Association is precluded from seeking material gain.

## **Article 3 Members**

- 1) Members shall be legal entities or associations of legal entities, founded according to the law and legal customs of the country of their origin.
- 2) Members may be:
  - a) organisations bringing together companies in the solid fuels sector in the European Union or in Candidate Countries for accession to the European Union;
  - b) other legal entities within the solid fuels sector, as well as companies and associations pursuing an object related to that of EURACOAL (Article 2).

- 3) There are four categories of Member:
  - a) Category A consists mainly of large-scale producers within the solid fuels industry and their associations;
  - b) Category B includes other producers, processors, consumers and traders in solid fuels together with their associations;
  - c) Category C consists of all other Members, except
  - d) Affiliate Members are those Members with an interest in EURACOAL's object (Article 2) and who wish to participate in the work of committees set up by the Executive Committee. Affiliate Members do not attend General Assembly or Executive Committee meetings (unless appointed as Adviser under Article 11) and have no voting rights.
- 4) Current Members are classified in accordance with Paragraph 3 into one of these four categories by the decision of the General Assembly, one month after the entry into force of these amended statutes. New Members request, at the time of their application for membership, classification into the category of their choice in accordance with Paragraph 3. This request must be approved by the General Assembly. The General Assembly may authorise a Member that so requests to change category, but such a change will only take effect starting in the next accounting period.
- 5) The list of Members of EURACOAL, as well as any modification to this list, will be published as soon as possible in the annexes to the "Moniteur Belge", to be arranged by the Secretary General.

**Article 4**  
**Admission and resignation / exclusion of Members**

- 1) The admission of new Members is subject to the approval of the General Assembly.
- 2) Members may send in their resignation at any time subject to six months' notice; the resignation shall take effect at the end of the current year. This notice must be addressed in writing to the Chairman, who immediately informs the other Members.
- 3) The exclusion of a Member may only occur in the event of a serious breach of its obligations under these statutes, and can only be decided on by the General Assembly. Before any such decision to exclude is made, the General Assembly must give the Member an opportunity to present its defence.

**Article 5**  
**Bodies of the association**

The association has the following bodies:

- a) the General Assembly (Articles 6 to 8 );
- b) the Executive Committee (Article 9).

**Article 6**  
**Tasks of the General Assembly**

- 1) The General Assembly shall possess full powers to implement the objects of EURACOAL.
- 2) The General Assembly shall have the exclusive power to:
  - a) admit new Members and exclude Members;
  - b) classify Members in accordance with Article 3, Paragraphs 3 and 4, and determine the composition of the General Assembly in accordance with Article 7, Paragraph 1;
  - c) approve the provisional budget, appoint the Auditor(s) and approve the annual accounts;
  - d) determine each Member's financial contribution so as to cover the provisional budget, and decide on how to cover and allocate extraordinary management costs, on the Executive Committee's proposal;
  - e) determine the total number of voting rights, these being distributed proportionally according to the annual contribution of each Member to cover the provisional budget; Members of Category C shall only receive one vote each, however;



- f) determine the number of full and alternate representatives per Member on the Executive Committee in accordance with Article 9, Paragraphs 1 and 2;
- g) dismiss the Executive Committee, the Secretary General and/or the Auditors;
- h) amend the Statutes;
- i) dissolve the Association;
- j) settle matters of fundamental importance to EURACOAL and its Members, as presented to the General Assembly by the Executive Committee.

**Article 7**  
**Composition and convening of the General Assembly**

- 1) Each Member shall send delegates to the General Assembly, the number of which depends on which category it belongs to: three delegates per Member for Category A, two delegates per Member for Category B and one delegate per Member for Category C.
- 2) Each Member shall inform the President of the names of its delegates, as well as any change to those names, at the requested moment prior to the General Assembly meeting. The voting rights of Members with more than one delegate to the General Assembly must be consistently exercised by a single delegate.
- 3) The members of the Executive Committee may, if they are not delegates in accordance with Paragraph 1 and 2, attend the meetings of the General Assembly in a consultative capacity. This also applies to persons issued with exceptional invitations to attend in view of their special qualifications.
- 4) The President shall convene the General Assembly at least once a year, and shall chair meetings of the Assembly. The President must also convene the General Assembly at the request of at least three Members. He must ensure that the items proposed by these Members are placed on the agenda.

**Article 8**  
**Quorum and the taking of decisions by the General Assembly**

- 1) The General Assembly reaches a quorum when at least 60% of all eligible votes are represented. Delegates unable to attend a meeting may transfer their voting rights to a delegate attending the meeting by written proxy. However, a single delegate shall not be authorised with more than four proxies.
- 2) If the General Assembly does not reach a quorum, a second meeting shall be convened to take a vote on the items on the agenda, whatever the number of votes present or represented.
- 3) Except for items on the agenda which must be examined by the General Assembly under the terms of Article 8 Paragraph 5, decisions in writing (transmitted by fax or e-mail) shall only be authorised in exceptional and urgent cases and provided that no Member opposes them. In this case, the Secretary General shall send the documents on which the decision must be taken to all delegates of the General Assembly, accompanied by explanatory notes. Members that have not replied within 30 days after sending out the documents are regarded as abstained. Each decision taken in this procedure requires confirmation by the following General Assembly.
- 4) Decisions of the General Assembly shall be taken by a two-thirds majority of the votes present or represented, except where there is some specific provision to the contrary in these statutes.
- 5) The General Assembly shall deliberate by a three-quarters majority on the following matters:
  - a) admitting or excluding Members;
  - b) amending the statutes;
  - c) dissolving the Association.

**Article 9**  
**The Executive Committee**

- 1) The Executive Committee consists of:
  - a) the President, the Vice Presidents and at least four full delegates,

- b) at least six alternate delegates and
  - c) the Secretary General, who shall participate in a consultative capacity only.
- 2) The Members of Categories A and B appoint half of the delegates of the Executive Committee, unless the General Assembly decides otherwise. Each Member in these two Categories has at least one full and one alternate delegate on the Executive Committee. Members must immediately inform the Secretary General of any changes in the identity of the committee delegates. Alternate delegates may participate in all meetings, but may only exercise the right to vote in the event of a full delegate being unable to attend. The appointment of delegates must be approved by the General Assembly, which may overturn such appointments at any time. The composition of the Executive Committee is being reconstituted every three years. The mandates are renewable.
- 3) The areas of competence of the Executive Committee include:
- a) the annual election of the President and the Vice Presidents among the delegates of the Executive Committee. These mandates are renewable;
  - b) the presentation of the provisional budget, before 31 October of the year preceding the budget year;
  - c) proposing the financial contribution of each Member in accordance with its number of votes in the General Assembly and proposing the financial contribution of Members belonging to Category C. The total of the proposed contributions must cover the provisional budget;
  - d) presenting to the General Assembly the annual accounts prepared by the Auditor(s) and the annual management report;
  - e) setting up the necessary committees to achieve EURACOAL's objectives.
- 4) The President shall convene the Executive Committee as required, and at least twice a year, or at the request of at least four full delegates; he shall chair meetings.
- 5) The Executive Committee reaches a quorum if at least 60% of its full or alternate delegates are present. In the event of a full and alternate delegate being unable to attend, his vote shall be transferred to another delegate by written proxy. However, one delegate shall not be authorised with more than four proxies. The decisions of the Executive Committee are taken by simple majority of the present and represented delegates, with two votes per full or alternate delegate in Category A and one vote per full or alternate delegate in Category B, except where there is some provision to the contrary in these statutes.
- 6) A majority of three-quarters of delegates either present or represented is required to elect a President or Vice Presidents. If this majority is not obtained, a second ballot is being arranged the following month in accordance with Article 8 Paragraph 3, as long as the provisions of this article exist, i.e.: written voting, urgency and confirmation during the following Executive Committee. If the required majority still has not been obtained after this second ballot, a new election is placed on the agenda of the next meeting of the Executive Committee. The terms of office of the outgoing President and Vice Presidents shall be extended until the new election. In the event of the loss of both the President and the Vice Presidents, the Presidency is taken by the senior delegate of the Executive Committee until the new election.

#### **Article 10** **Unremunerated nature of office**

The mandates of the members of the General Assembly and the delegates of the Executive Committee shall not be remunerated.

#### **Article 11** **Advisers**

The Executive Committee may appoint Advisers to the Association, who are responsible for describing and explaining to the Executive Committee and/or the General Assembly the results of their research activities and their studies. The Executive Committee defines the Advisers' tasks, rights and, where appropriate, remuneration.

#### **Article 12** **Minutes**

The resolutions and deliberations of the General Assembly and of the Executive Committee shall be entered in minutes, to be drawn up by the Secretary General. An original copy of these minutes shall be signed by the Chairman

and kept at the registered office of EURACOAL. A copy of the minutes shall be sent to all Members and to all persons invited to the meeting(s) concerned within three months.

### **Article 13 Management and Representation**

- 1) The Executive Committee takes the responsibility for the day-to-day management; it may delegate this responsibility to the President or another full delegate of the Executive Committee appointed by the President.

All official documents which are binding on the association, except where a special power of attorney has been appointed and subject to the provisions of Article 14, Paragraph 3, are signed by the President and a Vice President, or by two full delegates of the Executive Committee specially appointed for this purpose, which does not require special justification of the given powers in this respect to third parties.

- 2) EURACOAL is represented judicially and extra judicially by the President or a Vice President, acting jointly with a full member of the Executive Committee or, should the latter be indisposed, with the Secretary General. This provision does not constitute a departure from Article 14 Paragraph 3.

### **Article 14 Secretariat**

- 1) The Executive Committee shall on its own authority organise a Secretariat, which shall be responsible for the day-to-day management of the business of EURACOAL.
- 2) The Executive Committee recruits the necessary staff for the functioning of this Secretariat, and in particular a Secretary General. In order to facilitate the functioning of the Secretariat, Members may place secretaries or other persons at the disposal of the Executive Committee, under conditions laid down by it. The Secretary General and the staff which he appoints are present, as required, at the meetings of all the bodies of EURACOAL.
- 3) The Secretary General, acting in conjunction with the Executive Committee, is responsible for the effective operation of EURACOAL. He co-ordinates the convening of meetings and the work of the committees set up by the Executive Committee.

He shall be responsible for the day-to-day management of the budget of EURACOAL; in particular he undertakes the expenditure provided for under the budget and shall be entitled to open, in the name of EURACOAL, such accounts in banks and financial institutions which are necessary for the carrying out of his duties. In all other cases, instructions shall be issued by the Executive Committee.

- 4) The Secretary General shall be accountable to the President for the fulfilment of his tasks.

### **Article 15 Covering expenses**

- 1) The financial year corresponds to the calendar year.
- 2) The costs of EURACOAL are categorised as follows:
  - a) ordinary expenses covering expenditure arising from the day-to-day running of the association (staff and equipment expenses);
  - b) extraordinary management expenses covering special additional items of expenditure decided on individually by the Executive Committee.
- 3) Ordinary expenses are covered by contributions. The annual contribution in Euros to be paid by each Member is calculated by dividing the annual budget by the total number of votes. This figure will then be multiplied by the number of votes held by each Member, and then rounded to the nearest hundred Euros.
- 4) The coverage and allocation of extraordinary expenses shall be decided on by the General Assembly as provided for under Article 6 Paragraph 2.
- 5) The Executive Committee draws up, before 31 October each year, proposals for:
  - a) the settlement of annual accounts of the expired calendar year;
  - b) the provisional budget for the following year;

- c) the financial contributions of Members of Categories A and B based on their voting rights, Affiliate Members and those of Members of Category C, in the light of their minimum contribution.

These documents must be sent immediately to all Members so that they can be decided on by the General Assembly, which must make its decision two months after the notice has been received.

Each Member shall, by virtue of its membership, be liable to contribute to the ordinary expenses and extraordinary expenses only to the extent of its membership contribution, and provided the General Assembly has taken a valid decision to this effect. In the case of recurrent expenses incumbent on a Member for a period of more than one year, a resigning Member shall only be liable where this latter has expressly acknowledged and confirmed such commitments.

- 6) Unless the General Assembly decides differently, any Member withdrawing from the association shall forfeit all rights to its assets.

#### **Article 16** **Amendments to the statutes**

- 1) Any proposal by a delegate of the Executive Committee addressed to the President and having as its object an amendment to the statutes or the dissolution of EURACOAL must be brought without delay to the attention of the other delegates. He must inform all Members of EURACOAL at least two months in advance of the date on which the General Assembly will be required to deliberate on the said proposal.
- 2) Amendments to the statutes shall only take effect after their approval by Royal Decree and after publication in the annexes of the “Moniteur Belge”.

#### **Article 17** **Dissolution**

In the event of a decision to dissolve EURACOAL in accordance with Article 16, the General Assembly shall determine the manner in which the association is dissolved and liquidated.

Any assets remaining after the liquidation shall be used for the achievement of some scientific, non-profit goal that is consistent with EURACOAL’s objects.

The General Assembly appoints one or more liquidators and determines their powers.

The costs of the liquidation are borne by those Members belonging to the Association in the six months preceding its dissolution, pro rata to their average contributions during the three years preceding the decision to go into liquidation.

#### **Article 18** **Safeguard Clause**

Any matter not provided for in these statutes, and in particular publications to be made in the “Moniteur Belge”, shall be settled in accordance with the provisions of the Belgian Act of 25 October 1919, as amended by the Act of 6 December 1954, granting legal status to international associations having philosophical, religious, scientific, artistic or educational aims.





# EURACOAL

European Association  
for Coal and Lignite

AISBL

Avenue de Tervueren 168 Bte 11 ■ B-1150 Brussels ■ Belgium  
Tel. +32 (0) 2 775 31 70 ■ Fax. +32 (0) 2 771 41 04 ■ e-mail [euracoal@euracoal.org](mailto:euracoal@euracoal.org)  
n° d'entreprise 0408.290.816 ■ [www.euracoal.org](http://www.euracoal.org)